

positif pour la liberté, le pluralisme et l'économie axée sur les marchés dans l'ensemble du continent. Nous saluons les développements positifs qui ont pris place en Afrique du Sud, et tout spécialement le début d'un dialogue entre le gouvernement et les représentants de la majorité noire. Nous espérons que cela conduira à une transition pacifique, vers une démocratie non raciale et le complet démantèlement du régime d'apartheid. Nous continuerons à soutenir cette évolution, et nous demandons à toutes les parties de s'abstenir de toute violence ou de sa promotion.

6. En Amérique latine, nous saluons le rétablissement de la liberté et de la démocratie au Chili. Nous nous félicitons des élections libres et justes au Nicaragua, de même que des progrès réalisés sur la voie de la paix par le dialogue au Salvador et au Guatemala. Nous encourageons les efforts du gouvernement de Panama pour rétablir la démocratie et l'état de droit. Nous notons avec satisfaction l'évolution positive en Haïti. Nous espérons que Cuba prendra des mesures pour se joindre à l'évolution du reste de l'Amérique latine vers la démocratie.

7. Tout en nous réjouissant de la diminution des conflits idéologiques qui ont divisé une grande partie du monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous notons avec une inquiétude profonde la résurgence de l'intolérance qui affecte des groupes ethniques et religieux. Nous estimons que cette intolérance peut provoquer des conflits susceptibles de menacer les droits fondamentaux de la personne, ainsi que le développement politique et économique.

8. Nous réaffirmons notre attachement aux principes fondamentaux que nous cherchons à mettre en oeuvre dans nos propres sociétés et nous soulignons que les libertés politiques et économiques sont étroitement liées les unes aux autres et se renforcent mutuellement. Chacun de nous est prêt à aider concrètement les pays qui choisissent la liberté, en leur fournissant, selon leurs besoins, une assistance technique en matière constitutionnelle, juridique et économique, ainsi qu'une aide économique.

En mettant à profit nos expériences constitutionnelles et historiques diverses, nous sommes prêts, individuellement et conjointement dans les forums appropriés :

- à aider à l'élaboration des lois, y compris des déclarations des droits et des lois-cadres en matière civile, pénale et économique;
- à donner des conseils pour assurer l'indépendance des moyens d'information;
- à établir des programmes de formation dans les domaines de l'administration publique, de la gestion et de la technologie;
- à développer et étendre les contacts entre les personnes et les programmes d'échanges pour favoriser la diffusion de la compréhension et des connaissances.

Dans le même esprit, le G-24, lors de sa récente réunion ministérielle, est convenu d'étendre son assistance en Europe centrale et en Europe de l'Est parallèlement au progrès des réformes politiques et économiques.

Nous nous accordons à estimer que les pays démocratiques industrialisés doivent relever le défi consistant à poursuivre les efforts déjà entrepris en Europe, tout en amplifiant les efforts visant à appuyer les réformes politiques et le développement économique dans d'autres parties du monde. Nous appelons nos peuples et ceux des autres pays démocratiques à se joindre à cette grande entreprise.

## **Déclaration du Président 10 juillet 1990**

La déclaration politique publiée aujourd'hui célèbre les progrès historiques qu'a faits la démocratie depuis la dernière réunion des Sept l'été dernier à Paris. Dans cette déclaration, nous réaffirmons notre appui au mouvement démocratique pacifique qui a mené à la libération de l'Europe centrale et l'Europe de l'Est ainsi qu'à l'unification de l'Allemagne. Pourtant, les événements en Europe ne devraient pas nous faire oublier d'autres possibilités et d'autres besoins.

Pendant notre discussion, nous avons mentionné que la Namibie était un modèle positif pour l'évolution démocratique ailleurs sur le continent africain. La plupart des dirigeants réunis ici ont rencontré récemment Nelson Mandela et certains d'entre eux, le Président de Klerk d'Afrique